**Premiers retour opinion post-Pacte de responsabilité** (20 janvier)

1. **L’opinion traverse un momentum très particulier** que le Pacte de responsabilité a saisi. Elle préfère (c’est exceptionnel) laisser de la liberté aux entreprises plutôt que les réguler ; donne la priorité à l’emploi (54%) devant les salaires (même si la gauche est divisée sur ces arbitrages) ; n’a jamais été aussi clivée politiquement, mais est paradoxalement très favorable à un discours patriotique, transcendant les clivages politiques, mettant chacun devant ses responsabilités en repoussant les querelles partisanes habituelles. On peut y voir le résultat de plusieurs facteurs :
* **un effet de cycle long**, « thermostatique » : en deux ans, l’arbitrage entre liberté et contrôle des entreprises a ainsi été renversé. 6 Français sur 10 pensent aujourd’hui que l’Etat doit laisser plus de liberté et faire davantage confiance aux entreprises, 4 sur 10 qu’il doit davantage les contrôler : le rapport était exactement inverse il y a deux ans *(Opinion Way/Cevipof, janvier 2014)*. A cela s’ajoute probablement **une érosion plus structurelle de la confiance en l’Etat** pour résoudre les problèmes du pays, qui pousse également vers les entreprises.
* **une prise de conscience, fortement accélérée ces derniers mois, que des solutions énergiques sont désormais absolument nécessaires pour éviter que la France ne décroche**. La chute est de 10 points en deux ans sur le jugement de la place de la France dans la compétition économique mondiale. Elle est plus massive encore (**18 points**) sur le sentiment d’avoir fait suffisamment d’efforts pour rester compétitive (à 35%) *(IFOP/Sud Ouest, janvier 2014)*.
* enfin, le sentiment que, **pour la première fois depuis 5 ans, la sortie de la crise est peut-être à portée de main** après avoir désespérément attendu le moindre signal positif (« l’espoir » progresse de + 5 points dans le baromètre mensuel *Ipsos/SIG*) provoque un **sursaut qui amène à vouloir saisir, coûte que coûte, cet espoir**.
1. **ce momentum explique la très bonne réception du Pacte de responsabilité** (entre 60 et 70% selon les questions : peu d’annonces ont été aussi bien jugées depuis 20 mois).

**L’opinion de gauche, avec quelques nuances, suit très largement ces orientations** (bien plus que le cœur militant) : elle est elle-même touché par les effets de cycle long, autant sur l’entreprise (+16 points à gauche souhaitent desserrer les contraintes sur les entreprises) que sur la réforme de l’Etat (50%, +17 points en 2 ans, estiment que l’on peut avoir des services publics de qualité avec moins de fonctionnaires - *Ifop/Le Figaro, novembre 2013*) ; elle est aussi convaincue du décrochage de la France, et est aussi très sensible à l’espoir.

**46% des sympathisants de gauche estiment ainsi que les annonces vont dans le bon sens**, car il faut aider les entreprises, et 34% estiment même qu’elles ne vont pas encore assez loin. Seul 1 sympathisant de gauche sur 5 estime que les annonces vont trop dans le sens des entreprises (*Ifop/SIG* - un autre sondage donne des résultats similaires : **52% des sympathisants de gauche estiment la politique menée équilibrée, ni trop ni pas assez favorable aux entreprises** - *BVA, janvier 2014*).

Et si, interrogés plus généralement, près de la moitié des sympathisants de gauche jugent que la politique du gouvernement n’est pas assez « de gauche » (*Ipsos/SIG, novembre 2013*), tout porte à croire que **c’est dans d’autres domaines que des signaux sont attendus** (fiscalité ; lutte contre les inégalités ; « sécurisation » économique et protection sociale).

1. pour que le mouvement de l’opinion se poursuive, il semble utile de :
* **assurer la crédibilité des annonces. L’effet de surprise des annonces reste fragile**, faute d’être appuyée sur une crédibilité a priori de l’action du gouvernement :
* **sur les effets sur l’emploi**. **Laisser leur chance aux entreprises est pour l’opinion très loin d’être un blanc-seing** : seuls 34% pensent que les entreprises délivreront les contreparties auxquelles elles se seront engagées (*Ifop/SIG*) ; et 27% pensent que les entreprises tiendront leurs promesses en termes d’emplois (27%).

**La méthode pour déterminer les contreparties** (qui pour l’opinion devraient être avant tout de la création d’emplois - à 53% -, bien devant des augmentations de salaires - à 18%), **la réalité de l’action et des pouvoirs de l’Observatoire annoncé** seront donc déterminants.

* **sur les retombées concrètes pour les travailleurs**. **Des gestes signifiant l’attachement à la valeur travail et au mérite** (qui sont régulièrement jugées comme les moins bien défendues par le gouvernement depuis la défiscalisation des heures supplémentaires et la réforme de l’auto-entreprenariat) **pourraient s’avérer nécessaires** afin de crédibiliser auprès de la « France du travail » cette volonté de favoriser réellement l’emploi (risque que le choc de confiance n’ait pas lieu sans ce discours complémentaire - cf. effet neutre du CICE).
* **sur la réduction des dépenses**. Les Français doutent ainsi que le gouvernement soit en mesure de réduire les dépenses comme annoncé (26% de confiance, *Ifop/Sud-Ouest*).

Il est nécessaire à la fois d’apaiser les craintes (les fonctionnaires sont majoritairement mal à l’aise avec les orientations annoncées) et, en **attendant de pouvoir préciser les coupes, de rassurer sur le rôle de l’Etat et la préservation du modèle social.**

**Les réductions de dépenses, sans discours sur l’évolution de l’Etat, risquent en effet d’être perçues comme un désengagement de l’Etat de son rôle de clé de voute du modèle social**. Le fait qu’une partie du Pacte de responsabilité touche précisément des allocations familiales renforce ces craintes (en particulier ce qui pour une grande partie de l’opinion doit être « intouchable » : la santé, l’éducation, les retraites).

* **aller vite**. **Ce momentum pourrait ne pas durer** : dès que la croissance reprendra et que les coupes dans les dépenses se concrétiseront, les revendications catégorielles reprendront leurs droits et l’élan qui poussait à saisir cette reprise disparaîtra.
* **insister sur l’aspect patriotique**. D’une part pour ne pas donner l’impression de mener cette politique pour les seules entreprises mais bien par l’intérêt supérieur du pays ; d’autre part afin de conforter l’image au-dessus des partis (très bien accueilli par l’opinion) qui permet de **mettre chacun devant ses responsabilités et de prendre l’opinion à témoin**./. *(AA/CM)*